



ECOLE : STOP AUX SUPPRESSIONS DE POSTES

Alors que le CDEN se réunit Mercredi 16 avril, ce ne sont pas moins de 15 suppressions de postes qui sont annoncés en maternelle et au primaire sur notre département. Malgré notre demande nous, parents d'élèves, n'avons pu être reçus par le Directeur Académique des Services de l'Éducation Nationale ; notre voix compte t'elle si peu aux yeux de l'administration ? Sur l'ensemble de ces suppressions annoncées, plus de la moitié de celles-ci sont des Regroupements Pédagogiques Intercommunaux et/ou des écoles maternelles. Aucun bassin de vie n'est épargné !

La réduction du nombre de classe dans nos écoles n'aura d'autres effets que d'augmenter l'effectif des classes, d'accentuer l'hétérogénéité des niveaux, et l'abandon de l'accueil des enfants de moins de 3 ans. Nous, parents d'élèves, souhaitons rappeler la circulaire du Ministère de l'Éducation Nationale de 2012 qui mettait l'accent sur la scolarisation des enfants de moins de 3 ans :

« Le développement de l'accueil en école maternelle des enfants de moins de trois ans est un aspect essentiel de la priorité donnée au primaire dans le cadre de la refondation de l'école ; de nouveaux effectifs y seront consacrés dès la rentrée 2013. La scolarisation d'un enfant avant ses trois ans est une chance pour lui et sa famille lorsqu'elle correspond à ses besoins et se déroule dans des conditions adaptées. Elle est la première étape de la scolarité et, pour beaucoup d'enfants, la première expérience éducative en collectivité. »

Des écoles de Montagne qui se meurent au gré des suppressions : l'École de Campan subirait sa 3^{ème} suppression en 5 ans, sans compter les réorganisations de poste d'agents communaux. Alors que la municipalité met en œuvre tous les moyens pour bien accueillir les enfants et que la démographie est stable ; faudra-t-il, demain, que les campanois scolarisent leurs enfants à Bagnères de Bigorre ?

Des écoles Rurales en danger : alors que les efforts sont faits pour accueillir et dynamiser l'école, la RPI de Gardères-Luquet-Séron est elle aussi menacée de fermeture. Aucune alternative de garde aux enfants de moins de 3 ans (seule 3 Assistantes Maternelles en exercice). L'accueil de cette catégorie d'âge est amplement justifié et prioritaire.

Des écoles urbaines atterrées par l'annonce d'une suppression : à l'école maternelle Voltaire de Tarbes, alors que les effectifs sont constants et que le Maire avait annoncé le 18 mars la création d'un préau à la Maternelle et la rénovation de la classe 5 de maternelle ; celle-ci se voit menacée de fermeture. Quelle logique, puisque celle-ci brasse les enfants du centre ville et de nombreuses résidences. A terme c'est le redécoupage de la carte scolaire de Tarbes qui est menacée et la diminution des inscriptions sur l'ensemble du groupe scolaire.

Ces trois écoles ne sont que quelques exemples de la logique comptable de l'administration, sans oublier les fermetures prioritaires pour le DASEN : Séméac Arbizon, Soues Barrouquères, Bernac, et la RPI Madiran.

Alors que toutes les municipalités se sont données les moyens de réussir la réforme des rythmes scolaires et se sont engagées dans l'accueil des 3 ans, ces mesures annoncées font l'effet d'un couperet, voire d'un sabrage, de leurs investissements.

Que reste-t-il de ces belles promesses de faire de l'éducation une priorité nationale de proximité dans l'intérêt des enfants et des familles ? Nous, parents d'élèves, voulons être entendus par le DASEN et le Ministère et que cesse cette politique d'économie au détriment du bien-être et de l'éducation de nos enfants.

Jérôme GINER
Président de la PEEP 65